

Crise humanitaire au Mali : Gao pillée et asservie, mais pas totalement abandonnée

20/04/2012 - Par Baba Ahmed, à Bamako

Des habitants de Gao s'emparant de sacs de nourriture dans la rue, début avril. © AFP

Tombées entre les mains des rebelles et des islamistes du groupe Ansar Eddine depuis la fin du mois de mars, les grandes villes du Nord-Mali sont dans un état humanitaire critique. À Gao, où le plus grand nombre de pillages ont été commis, les pénuries d'eau, de nourriture et d'électricité font partie du quotidien tandis que les islamistes refusent l'aide internationale. Prises au piège, les populations se sentent abandonnées par Bamako où, pourtant, la solidarité citoyenne s'organise.

Tombée entre les mains des rebelles du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNL) et des islamistes du groupe Ansar Eddine le 31 mars, la ville de Gao a été saccagée. Les magasins de céréales ont été pillés, l'hôpital vandalisé. L'eau et la nourriture commencent à manquer. Trois semaines après l'arrivée des rebelles, les populations qui n'ont pas fui sont encore en état de choc.

« Nous sommes dans une situation de non-assistance à personnes en danger, lance Ahmed Ould Salem, un habitant de Gao. On se sent abandonnés et seuls. Les politiques doivent oublier leurs intérêts personnels et voir ceux du peuple », explique-t-il.

Sa réflexion s'applique aussi bien aux responsables de Bamako qu'aux islamistes qui contrôlent la ville et bloquent toute aide humanitaire provenant des ONG occidentales. « Il est urgent que nous puissions avoir de nouveau accès à toutes les victimes, en particulier aux blessés et aux malades, ainsi qu'aux personnes détenues », plaide Juerg Eglin, chef de la délégation régionale du CICR pour le Mali et le Niger.

Manque d'eau et de nourriture

Dans la région, les populations déplacées seraient au nombre de 107 000 selon l'ONU. Et elles manquent de tout. Même à Gao, les stocks d'huile sont épuisés, le lait en poudre est sur le point de l'être. Les prix du riz (base de l'alimentation) et celui des autres céréales ont grimpé en flèche. L'essence est passée de 600 à plus de 800 F CFA. « Les services d'urgence et de pédiatrie à l'hôpital ont rouvert, mais il n'y a pas de médicaments et les opérations sont difficiles à réaliser à cause des coupures quotidiennes d'électricité », témoigne Hamadada Touré, un jeune de Gao.

Face à la crise humanitaire, des jeunes originaires du Nord-Mali ont initié à Bamako une caravane humanitaire pour ouvrir un corridor vers les villes du Nord. « Nous ne comprenons pas que la communauté internationale ne soit pas intervenue dans cette crise », déplore Salif Diarra, membre de Cri du cœur, un collectif de jeunes qui acheminent des produits collectés à Bamako vers les villes du Nord.

"Cri du cœur"

De fait, dans la capitale malienne, la solidarité s'organise progressivement. « Il faut que tout le monde se mette ensemble pour coordonner les associations qui viennent en aide aux populations du Nord », explique Mme Keita Aminata Maïga, l'épouse de l'ancien Premier ministre Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), qui dirige l'ONG Agir. Pour le chanteur ivoirien Tiken Jah Fakoly, Malien d'adoption, il est important que « les Africains s'entraident entre eux d'abord, avant même l'arrivée des ONG internationales. »

Celles-ci, qui ne peuvent pas encore se rendre sur le terrain, ne restent cependant pas inactives. « Pour appuyer les jeunes de Cri du Cœur, le Programme alimentaire mondial (PAM) a fait venir une tonne de Plump'Sup, un produit nutritionnel pour les enfants souffrant de malnutrition modérée », dit un employé de l'organisation à Bamako. « La sécurité des travailleurs des ONG n'est pas garantie sur le terrain, donc on ne peut pas vérifier que toute l'aide humanitaire arrive à bon port », regrette cependant Laurent Dufour, chargé de communication du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha), à Bamako.